



Comité Local (CSAL Aude) 20 avril 2023 DECLARATION Liminaire

Monsieur le Président,

Ce comité se tient dans une situation exceptionnelle de lutte pour la défense des retraites. Nous comprenons la position des organisations nationales de la fonction publique qui ont boycotté le dernier comité ministériel qui devait être tenu et présidé par Gabriel Attal éminent politicien et membre du gouvernement qui défend en boucle à la télévision la contre-réforme sur les retraites. Mais **la situation locale professionnelle nous amène aujourd'hui à être présents à ce comité bien que nous continuons la lutte contre ce projet présidentiel,** dicté par les monopoles (c'est-à-dire sous la dictée des grandes entreprises françaises), sur les retraites.

Nous savons aussi que ce qui est déterminant dans cette lutte se situe sur le plan des grèves et des actions bloquantes et coordonnées nationalement pour gêner l'économie et surtout bloquer les profits des grandes entreprises et les recettes de l'Etat. Là se situe l'enjeu de la lutte des retraites et non dans le seul boycott de comité ou d'instances. Chacun doit participer et faire sa part dans chaque profession dans cette lutte si nous voulons la remporter, les agents de la DGFIP n'y échappent pas, ils sont concernés largement comme la grande majorité de la population avec 90 % des actifs opposés au projet et ils ont tous à majorité participé à un moment ou un autre, quel que soit le taux de grévistes sur chaque journée, tous participés à un moment ou un autre à une manifestation, à une grève ou un soutien aux grévistes ou un soutien financier aux grévistes ou en pétitionnant etc. Aujourd'hui encore les deux tiers des français disent vouloir que la lutte continue.

Il n'est plus besoin de donner des chiffres qui démontrent que le sujet du financement des retraites peut se traiter différemment que par le recul de l'âge de départ à la retraite.

La situation locale fait que nous avons des questions urgentes à vous poser et que nous attendons des réponses dans un comité ; à la suite nous avons aussi l'objectif d'aller voir les

collègues et de les mobiliser sur ces sujets de leur quotidien immédiat en lien avec la mobilisation pour leurs retraites tout de suite, comme sur le sujet des travaux sur Narbonne, le sujet des projets d'aménagements des espaces autour de la cité avec la menace sur les places de parking, le sujet de l'emploi dans l'Aude.

Nous comprenons la position des camarades solidaires finances publiques Aude qui nous ont proposé hier de boycotter l'instance. Nous aurions préféré qu'ils soient présents compte tenu des circonstances locales et de la lutte contre les retraites qui continue afin d'être plus forts aujourd'hui dans nos débats et les questions et réponses que vous pourrez apporter. Il s'agit bien de positions de circonstances et de forme qui ne défont en rien notre unité syndicale dans la lutte réelle pour créer un rapport de force supérieur qui fasse céder le gouvernement. **Nous donnons rendez-vous à tous les collègues en permanence dans les services pour se réunir en assemblée générale ou en heure mensuelle d'information et décider des actions à mener** de grèves, ou jusqu'à l'occupation des sites, de participation aux actions quotidiennes dans le département.

Le contexte est celui d'un affrontement de classe pour le droit à retraite après une vie de travail et contre les profits d'une oligarchie financière. Désormais à la DDFIP 11, pas une année où ne nous ne voyons pas des collègues mourir au travail de maladies ou suicides parfois même plusieurs collègues dans l'année.

Nous n'avons donc qu'une réponse à toutes ces attaques et dégradations de nos vies, encore la mobilisation ! Cela dépend de nous ! Nous appelons bien sûr les collègues à se déplacer au 1er mai jour de lutte internationale qui prend un caractère tout particulier en France aujourd'hui pour la défense des droits des travailleuses et des travailleurs.

Les élus de la CGT Finances Publiques Aude. **N'hésitez pas, contactez les collègues de la CGT Finances Publiques 11 ;** Mél : cgt.ddfip11@dgifp.finances.gouv.fr;